

Luxembourg, le 4 avril 2003

À toutes les personnes et entreprises
surveillées par la CSSF

CIRCULAIRE CSSF 03/101

Concerne : identification et déclaration des relations d'affaires avec les milieux terroristes

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir en annexe le règlement (CE) n° 561/2003 du Conseil du 27 mars 2003 modifiant, en ce qui concerne les exceptions au gel des fonds et des ressources économiques, le règlement (CE) n° 881/2002 instituant certaines mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban.

Ce règlement communautaire a pour objet d'ajouter au règlement (CE) n° 881/2002 un article 2 bis qui prévoit certaines exceptions au gel des avoirs et ressources économiques prévus à l'article 2 du règlement (CE) n° 881/2002, notamment lorsque les avoirs et ressources économiques sont nécessaires à des dépenses de base, des dépenses extraordinaires, ou destinés exclusivement au paiement d'honoraires professionnels ou de charges ou frais correspondant à la garde ou à la gestion de fonds ou ressources économiques gelés. Toute personne souhaitant bénéficier des dispositions de l'article 2 bis doit adresser sa demande à l'autorité compétente pertinente de l'Etat membre recensée dans l'annexe II du règlement (CE) n° 881/2002.

Le règlement (CE) n° 561/2003 est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne qui a eu lieu le 29 mars 2003.

Dans ce contexte, nous vous rappelons de bien vouloir préciser, pour chaque communication que vous nous adressez en matière de soupçon de blanchiment ou de financement du terrorisme, la référence de la circulaire CSSF ou de tout autre document spécifique (par exemple : circulaire CRF du Parquet de Luxembourg) sur laquelle cette communication est, le cas échéant, basée.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER

Charles KIEFFER
Directeur

Arthur PHILIPPE
Directeur

Jean-Nicolas SCHAUS
Directeur général

Annexe.

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 561/2003 DU CONSEIL**du 27 mars 2003**

modifiant, en ce qui concerne les exceptions au gel des fonds et des ressources économiques, le règlement (CE) n° 881/2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaïda et aux Taliban

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 60, 301 et 308,

vu la position commune 2002/402/PESC du Conseil du 27 mai 2002 concernant les mesures restrictives à l'encontre d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaïda et des Taliban et d'autres personnes, groupements, entreprises et entités qui leur sont associés et abrogeant les positions communes 96/746/PESC, 1999/727/PESC, 2001/154/PESC et 2001/771/PESC ⁽¹⁾,

vu la position commune 2003/140/PESC ⁽²⁾ concernant des exceptions aux mesures restrictives imposées par la position commune 2002/402/PESC,

vu la proposition de la Commission ⁽³⁾,

vu l'avis du Parlement européen ⁽⁴⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) La position commune 2002/402/PESC prévoit, entre autres choses, que la Communauté européenne doit adopter, conformément aux résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1390 (2002) du Conseil de sécurité des Nations unies, certaines mesures restrictives, notamment en ce qui concerne le gel des fonds et des ressources économiques.
- (2) Le gel des fonds et des ressources économiques a été mis en application par le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil ⁽⁵⁾.
- (3) Le Conseil de sécurité, par le biais de sa résolution 1452 (2002) du 20 décembre 2002, a permis certaines exceptions au gel des fonds et des ressources économiques imposé par les résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1390 (2002).
- (4) Compte tenu de la résolution 1452 (2002), il est nécessaire d'ajuster les mesures imposées par la Communauté,

Article premier

L'article suivant est inséré dans le règlement (CE) n° 881/2002:

«Article 2 bis

1. L'article 2 ne s'applique pas aux fonds ou aux ressources économiques lorsque:

- a) l'une quelconque des autorités compétentes des États membres, recensées dans l'annexe II, a établi, à la demande d'une personne physique ou morale intéressée, que ces fonds ou ces ressources économiques sont:
 - i) nécessaires à des dépenses de base, y compris celles qui sont consacrées à des vivres, des loyers ou des remboursements de prêts hypothécaires, des médicaments et des frais médicaux, des impôts, des primes d'assurance et des services collectifs;
 - ii) destinés exclusivement au paiement d'honoraires professionnels raisonnables et au remboursement de dépenses correspondant à des services juridiques;
 - iii) destinés exclusivement au paiement de charges ou frais correspondant à la garde ou à la gestion de fonds ou ressources économiques gelés, ou
 - iv) nécessaires pour des dépenses extraordinaires, et
- b) cela a été notifié au comité des sanctions, et
- c) i) dans le cas de l'utilisation des fonds établie en vertu des points a) i), ii) et iii), le comité des sanctions n'a pas émis, dans les quarante-huit heures suivant la notification, d'objection à cette utilisation, ou
ii) dans le cas de l'utilisation des fonds établie en vertu du point a) iv), le comité des sanctions a approuvé cette utilisation.

⁽¹⁾ JO L 139 du 29.5.2002, p. 4.

⁽²⁾ JO L 53 du 28.2.2003, p. 62.

⁽³⁾ Proposition du 3 février 2003 (non encore parue au Journal officiel).

⁽⁴⁾ Avis rendu le 13 mars 2003 (non encore paru au Journal officiel).

⁽⁵⁾ JO L 139 du 29.5.2002, p. 9. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 414/2003 de la Commission (JO L 62 du 6.3.2003, p. 24).

2. Toute personne souhaitant bénéficier des dispositions visées au paragraphe 1 adresse sa demande à l'autorité compétente pertinente de l'État membre recensée dans l'annexe II.

L'autorité compétente indiquée à l'annexe II est tenue de notifier, par écrit, à la personne qui a présenté la demande ainsi qu'à tout(e) autre personne, entité ou organisme reconnu(e) comme étant directement concerné(e) si la demande a été accordée.

L'autorité compétente informe également les autres États membres de l'octroi ou non de la dérogation demandée.

3. Les fonds libérés et transférés au sein de la Communauté afin de faire face à des dépenses ou ayant été admis au titre du présent article ne sont pas soumis à d'autres mesures restrictives en application de l'article 2.

4. L'article 2, paragraphe 2, ne s'applique pas à l'ajout aux comptes gelés:

a) d'intérêts ou d'autres sommes dues au titre de ces comptes, ou

b) de versements dus au titre de contrats, accords ou obligations antérieurs à la date où ces comptes ont été soumis aux dispositions des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies mises en œuvre par l'intermédiaire du règlement (CE) n° 337/2000 (*), du règlement (CE) n° 467/2001 (**), ou du présent règlement.

Ces intérêts, sommes et versements doivent aussi être gelés, au même titre que le compte auquel ils ont été ajoutés.

(*) JO L 43 du 16.2.2000, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 467/2001.

(**) JO L 67 du 9.3.2001, p. 1. Règlement modifié par le présent règlement.»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2003.

Par le Conseil

Le président

M. STRATAKIS